

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 01/02/2017

N° : 2017/10

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/16

 **Décisions**

Page 17/60

ARRÊTÉS

—
Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
06.07.16
PRÉF. 13
Arrêté n° 16/331/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- Le décret n°2015-976 du 31 juillet 2015 publié au Journal Officiel du 5 août 2015, modifiant le décret n°95-1102 du 13 octobre 1995 portant création de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit désigner par arrêté de son président un représentant titulaire et un suppléant au sein de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

ARRETE

Article 1 :

Madame Marine PUSTORINO est désignée comme représentante titulaire ;

Monsieur René BACCINO est désigné comme représentant suppléant.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le - 6 JUL. 2016

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



REÇU LE
16.01.17
PRÉF 13

Arrêté n°16/553/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;

CONSIDÉRANT

- La demande présentée par Madame Alexa Damilano, en date du 21 novembre 2016, domiciliée 524 avenue de Mazargues Bât 9 à Marseille 13008, en vue d'exploiter un kiosque à journaux A.A.P. sur le domaine public

ARRETE

Article 1 :

Madame Alexa Damilano est autorisée à exploiter un kiosque à journaux d'une dimension de 16 m² sur le domaine public, sis 2 avenue Maréchal Foch à Marseille 13004, en vue d'y vendre des journaux et publications de presse.

ARTICLE 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

REOUVERTURE DE LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

ARTICLE 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

ARTICLE 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole d'Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

ARTICLE 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

ARTICLE 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

ARTICLE 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

ARTICLE 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

ARTICLE 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

ARTICLE 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

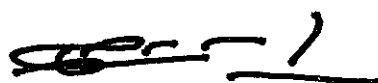
ARTICLE 13 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le

12 JAN. 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



RECUE
06.01.17
PRÉF. 13

Arrêté n° 16/551/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération ECO 007-589/16/CM prise par le Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 intitulée «Vente d'un terrain sur le parc d'activité de la CRAU à Salon de Provence à La Société Kruz Seafood »
- La délibération 299/15 du 7 décembre 2015 prise par le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglo pôle Provence » ;
- Le Cahier des Charges de Cession de terrains du parc d'activités de la ZA La Crau à Salon de Provence ;
- Le projet d'avenant n°37 au CCCT de la ZA La Crau à Salon de Provence.

CONSIDÉRANT

- La société KRUZ SEAFOOD s'est portée acquéreur du lot A de 8000 m² dans le parc d'activités La Crau à Salon de Provence.
- La société KRUZ SEAFOOD souhaite déposer un permis de construire pour réaliser une unité de transformation d'une emprise au sol de 2 000 m², et comportant 4 200 m² de surface de plancher, pour la transformation annuelle de 1 500 tonnes de produits alimentaires.
- Afin de permettre le dépôt du permis de construire et son instruction par les services de la ville de Salon de Provence, un droit à construire doit être déterminé pour les terrains du lot A. Or, le règlement du PLU de Salon de Provence en zone UE limite l'emprise au sol des constructions à 70% de la surface des lots, et ne prévoit qu'une surface globale de plancher pour l'ensemble de la zone et non un coefficient en fonction de la surface des lots.
- En conséquence, un avenant au Cahier des Charges de Cession de Terrains est nécessaire. Cette disposition est prévue dans son article 3. Ainsi, pour chaque lot le droit à construire est fixé en fonction des besoins du demandeur dans la limite des droits à construire fixés dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Salon de Provence.

ARRÊTÉ

05.01.17

Article 1 :

Un avenant n°37 au Cahier des Charges de Cession de Terrain du parc d'activité de La Crau à Salon de Provence est conclu, afin de fixer à 4 200 m² le droit à construire afférent à la vente du lot A à la société KRUZ SEAFOOD.

Article 2 :

Le permis de construire et l'acte de vente devront être signés au plus tard dans les délais fixés par les termes de la délibération ECO 007-589/16/CM du 30 juin 2016 prise par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et il est précisé qu'à défaut, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sera libre de commercialiser ce terrain, ou de prendre une nouvelle délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 29 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUEIL
DES
ARRÊTÉS

Arrêté n° 16/552/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Marchés Publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de concours restreint de maîtrise d'œuvre pour la requalification du cours Lieutaud à Marseille (avis 71160110) ;
- Le procès verbal de la réunion du jury de concours du 20 décembre 2016 ;

ARRETE

Article 1 :

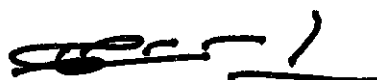
Sont admis à concourir, les groupements ci-après désignés :

- PENA PAYSAGES / NSL ARCHITECTES / MATONTI ARCHITECTURE ET PATRIMOINE
EGIS VILLE ET TRANSPORTS / COBALT
- INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE / STOA
- TANGRAM ARCHITECTES / DONJERKOVIC / ARTELIA VILLE ET TRANSPORT /
LATERALE
- BRUNO FORTIER / FERNANDO VEGA SANCHEZ / CHARLES DARD PAYSAGISTE /
SETEC INTERNATIONAL / L'OBSERVATOIRE INTERNATIONAL

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 30 DEC. 2016



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 01/17/CM

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- L'arrêté préfectoral approuvant la création de la ZAC du Tubé Retortier à Istres en date du 4 mars 1974 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics en date du 14 juin 1977 ;
- L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2001 modifiant l'arrêté de création ;
- La Convention Publique d'Aménagement du 26 juin 2002 par laquelle le SAN a confié la poursuite de la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier à l'EPAD Ouest Provence ;
- La délibération n° 963/03 du Comité du SAN Ouest Provence du 19 décembre 2003 approuvant la modification du PAZ ;
- La délibération n° 222/07 du Comité du SAN Ouest Provence du 11 mai 2007 approuvant la modification du dossier de création de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 159/08 du Comité du SAN Ouest Provence du 22 février 2008 approuvant la modification du dossier de réalisation de la ZAC du Tubé Retortier ;
- La délibération n° 315/09 du Comité du SAN Ouest Provence du 26 juin 2009 approuvant la révision simplifiée du POS d'Istres, afin de modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier et d'intégrer les dispositions d'urbanisme de la ZAC du Tubé Retortier dans le POS de la commune d'Istres (zone UE, secteur UEtub) ;
- La délibération du Conseil Municipal n° 231/13 du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/527/CM du 15 décembre 2016, du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Laurence DARDALHON chargée de l'administration métropolitaine du Territoire Istres Ouest Provence.

CONSIDÉRANT

- La création, au 1^{er} janvier 2016, de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Que le lot 72A a déjà fait l'objet d'un CCCT approuvé par arrêté n° 83/08 du 17 juillet 2008, sans être commercialisé, et que depuis lors, de nouvelles prescriptions réglementaires et urbanistiques doivent être prises en compte par le CCCT du lot.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 72A, situé dans la ZAC du Tubé Retortier sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté n° 83/08 du 17 juillet 2008.

Article 2 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, et inscrit au registre des arrêtés de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.


Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 06 JAN. 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN


Par délégation du Président de la
Métropole Aix - Marseille Provence
Laurence DARDALHON
Directrice Générale des Services

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/002/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération 2003A310 du 12 décembre 2003 fixant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances, et de recettes et d'avances ;
- La délibération 2003A310 du 12 décembre 2003 fixant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances, et de recettes et d'avances ;
- La décision N° 16/206/D du 26 septembre 2016 instituant une régie de recettes prolongée pour le compostage et le lombricompostage individuel auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en date du 5 décembre 2016 ;
- L'avis conforme du régisseur titulaire du 30 décembre 2016 ;
- L'avis conforme des mandataires suppléants du 30 décembre 2016 ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Aurélien Fiore, est nommé régisseur titulaire de la régie de recettes prolongée compostage et lombricompostage individuel instituée auprès de Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour le territoire du Pays d'Aix, avec pour missions d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2017

Article 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Monsieur Aurélien Fiore sera remplacé par Madame Perrine Berthe, le mandataire suppléant.

Article 3 :

Madame Perrine Berthe est nommée mandataire suppléant pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes prolongée pour le compostage et lombricompostage individuel avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 4 :

Monsieur Aurélien Fiore est astreint(e) à constituer un cautionnement fixé à 300 € (trois cents euros).

Article 5 :

Monsieur Aurélien Fiore percevra une indemnité de responsabilité basée conformément aux textes réglementaires en vigueur sur un montant annuel de 110 € (cent dix euros).

Article 6 :

Madame Perrine Berthe, le mandataire suppléant, percevra une indemnité de responsabilité en fonction de la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 7 :

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

Article 8 :

Le régisseur titulaire et le mandataire ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal modifié par la loi n°2013-1117 du 6 décembre 2013-article 6.

Ils doivent encaisser ces recettes selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

Article 9 :

Le régisseur titulaire et le mandataire sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 10 :

Le régisseur titulaire et le mandataire sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne les dispositions de l'Instruction Codificatrice N° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2017

Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Arrêté n° 17/011/CM

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1411-1 et suivant, L 5211-1, L 5211-2, L5211-9 et, L 5218-1 et suivants;
- La loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 et l'article 7 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 pris pour son application ;
- La délibération n°2015_A088 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 21 mai 2015 portant approbation du principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion du futur palais des sports ARENA du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.;
- La délibération n° HN 04-006/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative à l'élection de M. Gérard Bramoullé en qualité de Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délégué au Territoire numérique et à l'innovation technologique, et de M. Bernard Jacquier en qualité de Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué à la commande publique et aux commissions d'appel d'offres,
- L'avis motivé de la commission de délégation de service public réunie le 16 septembre 2016 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, que le Président donne délégation temporaire dans le cadre de la procédure de délégation de service public de l'ARENA du Pays d'Aix, afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présentées une offre ;

ARRETE

Article 1 :

Sont déléguées, sous la surveillance et la responsabilité du Président, pour mener avec les candidats Lagardère Sports et Casino, pour lesquels la Commission de délégation de service public a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de délégation de service public relative à l'exploitation et à la gestion de l'Arena du Pays d'Aix , à M. Bernard Jacquier, Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence délégué à la commande publique et aux commissions d'appel d'offres, assisté dans cette mission par M. Gérard Bramoullé, Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, délégué au Territoire numérique et à l'innovation technologique.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Janvier 2017

Article 2 :

Messieurs Bernard Jacquier et Gérard Bramoullé pourront être assistés, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- M. Alain BEZ, Directeur Général Adjoint en charge de la culture et du sport du pays d'Aix ;
- M. Hervé LIBERMAN, Directeur des sports du pays d'Aix ;
- M. Stéphane VELLIEUX, Responsable des Grands Équipements Sportifs du Pays d'Aix
- M. Alain TRABUC, Chef du Département Affaires Juridiques, Commande Publique et contrôle de Gestion
- Mme. Dominique COURT-PAYEN, Directeur de la commande publique;
- M. Nicolas DERNE, Chef de Service conseil juridique
- Mme Angélique GASPERINI, Référent commande publique
- Mme Roselyne PENNEC, Directrice des bâtiments du pays d'Aix ;
- Mme Isabelle LOUIS, Directrice adjointe à la Maîtrise d'Ouvrage du pays d'Aix ;
- Maître Eric De Fenoyl, du Cabinet TAJ, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique ;
- M. Lorin PERNIAS de la Société ESPELIA, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- M. Simon ELIES de la Société MOTT MACDONALD, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan technique.

Article 3 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier, relatifs à cette phase de négociation.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés.

Article 6 :

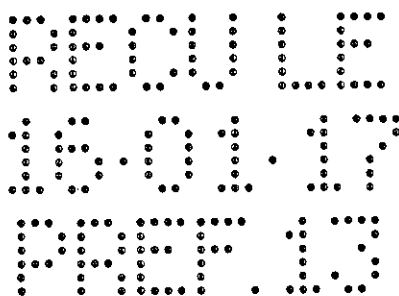
Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône et au Receveur des Finances Marseille Municipale Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le 26 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Janvier 2017

DÉCISIONS



Décision de création d'une régie d'avance protocolaire du CT1 (Territoire Marseille Provence).

VU

- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 septembre 2016.

REGULE

CONSIDÉRANT

150117

La nécessité de créer une régie d'avance « Protoculaire du Territoire de Marseille Provence » en lieu et place de la régie « Protoculaire » qui était ouverte auprès du Cabinet du Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

DECIDE

Article 1 :

La régie d'avance « Protoculaire du Territoire de Marseille Provence » est institué pour le paiement des dépenses suivantes :

- Frais de réception et de représentation,
- Achat de denrées périssables,
- Achat de petites fournitures protocolaires.

Les dépenses de la régie d'avance « Protoculaire du Territoire de Marseille Provence » s'impacteront sur le budget du Territoire de Marseille Provence en fonction de nature des dépenses.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Les docks

Atrium 10.7

10, place de la Joliette

13002 Marseille

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 sont réglées par carte bancaire ou en espèces.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 500 € (cinq cents euros).

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès du comptable public assignataire. Le régisseur pourra disposer d'un chéquier afin de retirer des fonds au guichet.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202055296 BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie d'Avance Protoculaire auprès du Comptable Public Assignataire à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

RECEVUE
N° 12
12 JAN 2017

Article 7 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 8:

Le régisseur titulaire n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

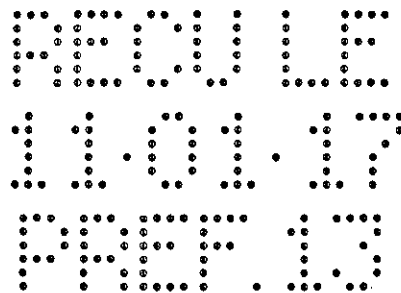
Article 11 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



LOCATION DE PLACES DE STATIONNEMENT AU PARKING EUROMED - CENTER

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Dans le cadre de la réorganisation et de l'optimisation du stationnement suite à la relocalisation de ses Directions, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a sollicité Urbis Park pour la location de places de parking.

Il s'agit de d'une part de louer des places de stationnement et d'autre part d'avoir la possibilité de commander des contremarques au parking Euromed-Center situé 52, quai du Lazaret – 13002 Marseille, aux conditions suivantes :

Désignation :

- 73 places de stationnement banalisées 7j/7 et 24h/24
- 100 places de stationnement banalisées 5j/7 du lundi 06h au vendredi 22h

Durée : 1 an, reconduction tacite d'année en année avec possibilité de résiliation avec un préavis de 2 mois.

Prise d'effet : 1er janvier 2017

Tarifs :

- 73 places de stationnement banalisées 7j/7 et 24h/24 au tarif unitaire de 1 200 € HT soit 87 600 € HT par an, TVA en sus.
- 100 places de stationnement banalisées du lundi au vendredi de 6h à 22h au tarif unitaire de 1 000 € HT soit 100 000 € HT par an, TVA en sus
Soit 187 600 € HT € par an, TVA en sus au taux en vigueur.
La redevance sera révisée chaque année et pour la première fois le 1er janvier 2018 par l'application d'un taux forfaitaire de 2%.

Par ailleurs, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence aura la possibilité d'utiliser des contremarques de stationnement dont le montant sera calculé en fonction de la durée de stationnement, conformément à la grille tarifaire en vigueur et auquel sera appliquée une remise de 20%.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention avec Urbis Park pour la location de 173 places de stationnement pour véhicules légers au parking Euromed Center et l'utilisation de contremarques de stationnement.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec Urbis Park d'une part pour la location de 173 places de stationnement pour véhicules légers au parking Euromed Center, moyennant la somme totale de 187 600 € HT, TVA en sus ; d'autre part pour l'utilisation de contremarques de stationnement dont le montant sera calculé en fonction de la durée de stationnement, conformément à la grille tarifaire en vigueur et auquel sera appliqué une remise de 20%.


Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Territoire – Sous politique A 130 - Natures 6132, 614 et 63 512.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

**Vente aux enchères d'un véhicule utilitaire de la Régie des Eaux et Assainissement
du Pays de Martigues**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, le 17 Mars 2016 ;
- la délibération n°2012-194 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues en date du 20 décembre 2012 approuvant la mise en place par la Société « Agora Store » d'une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens mobiliers et matériels devenus obsolète
- la délibération n°HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence au Président.
- l'arrêté 16/113/CM du 8 avril 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Roland GIBERTI, 8ème Vice-Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose pour sa Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues-Métropole d'Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins de poids lourds, de véhicules légers lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de l'eau et l'assainissement
- Que le véhicule Peugeot Boxer immatriculé 866 YV 13 n'est plus utilisé par le service compte tenu de son ancienneté et de son kilométrage important.
- Que ce véhicule a été mis aux enchères sur le site internet paysdemartigues.fr

DECIDE

Article 1 :

Le véhicule Peugeot Boxer Plateau immatriculé 866 YV 13 sera cédé à la Société SANTONJA JEREMIE (42 170 Saint Just Saint Rambert) au prix de 3570 euros.

Article 2 :

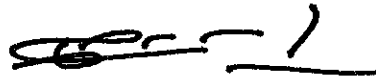
La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe Régie des Eaux du Pays de Martigues-nature 775.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

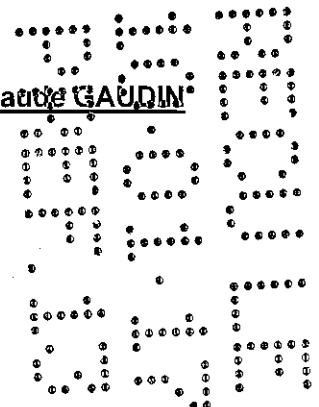
Fait à Marseille, le

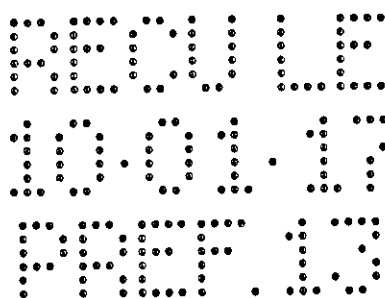
06 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-claude GAUDIN





Approbation d'une convention avec le "GRETA Ouest 13" pour l'action de formation intitulée "Parcours EXCEL", d'un montant de 2058 Euros nets

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins de formation pour 2016 des agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, exerçant leurs fonctions au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA Ouest 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de renforcer les compétences professionnelles des agents en bureautique en fonction des exigences liées à leurs postes de travail ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par l'organisme de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUEIL
DECIDE
100117
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «GRETA Ouest 13» relative à l'action de formation intitulée «Parcours Excep».

Article 2 :

Est approuvée la participation de 12 agents, à cette action de formation, d'une durée de 3 jours sur l'année 2016 se déroulant à Istres.


Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 2 058,00 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

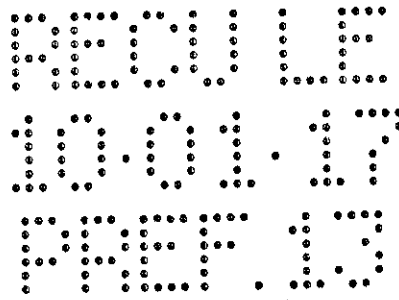
Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Approbation d'une convention avec l'organisme "Agence IB" pour l'action de formation intitulée "Powershell" d'un montant de 4 416,00 € TTC

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins de formation pour l'année 2016 d'un groupe de 6 agents de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerçant leurs fonctions à la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'Information du Territoire Istres Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec «Agence IB» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de former ce groupe d'agents au logiciel Powershell ;
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUEIL
DE
DECISIONS
N° 17

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «Agence IB» relative à la formation intitulée «PowerShell».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un groupe de 6 agents à cette formation pour le mois de décembre 2016 se déroulant dans les locaux de la Direction concernée.

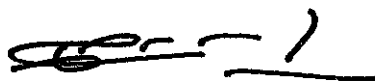
Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 4 416,00 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

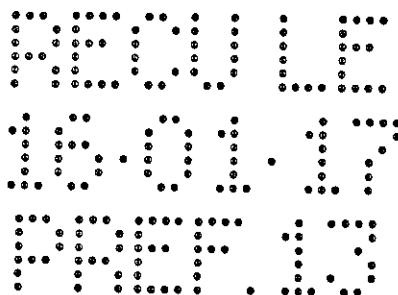
Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Conclusion d'une convention avec l'organisme GRETA OUEST 13 pour l'action de formation intitulée "Ateliers d'écriture" d'un montant de 14 308 euros nets.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre aux besoins de formation pour 2016-2017 des agents de la Métropole, exerçant leurs fonctions au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme de formation «GRETA OUEST 13» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de favoriser une intégration professionnelle, une évolution de carrière ou un changement de métier, à destination d'un public en situation fragile au regard des savoirs fondamentaux et dont le changement institutionnel implique la nécessité de repositionner les agents sur de nouveaux postes
- Qu'au regard du catalogue 2016 proposé par l'organisme de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

RECUE
DÉCIDE
15.01.17

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et «GRETA OUEST 13» relative à l'action de formation intitulée «Ateliers d'écriture».

Article 2 :

Est approuvée la participation de 20 agents, à cette action de formation modulaire qui s'étend sur l'année 2017.

Les agents participant à cette formation seront répartis en 2 groupes, les sessions d'une durée de 73 heures chacune (soit un total de 146 heures) se dérouleront à Istres.

Article 3 :

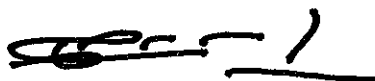
Les crédits nécessaires d'un montant de 14 308 € nets sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

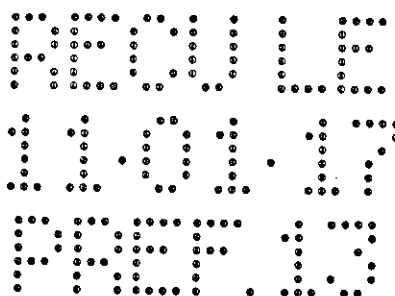
12 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/466/D

Avenant 1 à la COP 16/0208 - 55/57 avenue Zoccola - 13015 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision 16/052D du 7 juillet 2016 approuvant la convention d'occupation précaire du bien pour une durée de 11 mois ;

PREAMBULE

L'EPF PACA a donné à bail, le 1^{er} mai 2016, à la Métropole d'Aix-Marseille Provence le terrain situé 55-57 Félix Zoccola – 13015 Marseille, parcelle 901B66, pour les besoins des services de la Direction Métro et Tramway, dans le cadre du chantier pour le prolongement de la ligne 2 du métro.

La convention 16/0208 se terminant le 31 mars 2017 et le chantier ayant pris du retard, la Métropole AMP a sollicité l'EPF PACA pour prolonger l'occupation jusqu'au mois de décembre 2017.

CONSIDÉRANT

Que pour les besoins des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il y a lieu de signer un avenant numéro 1 à la convention d'occupation précaire pour une prolongation de 9 mois à compter du 1^{er} avril 2017.

REU LE
DECIDE
11.01.17

Article 1 :

Est signé l'avenant n° 1 relatif à la prolongation de l'occupation des biens situés 55/57 Avenue Félix Zoccola, parcelle 901B66, d'une surface cadastrale totale de 4 596 m², à usage d'entreposage de matériaux/matériels et parkings ; pour une durée de 9 mois à compter du 1^{er} avril 2017, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 :

Les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Article 3 :

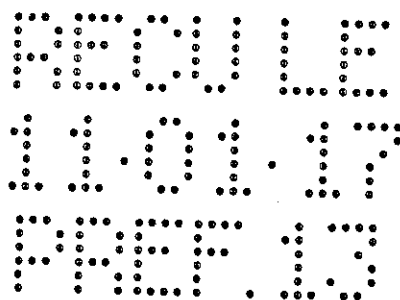
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 10 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

—
Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat



Décision n° 16/467/D

Parking Quai d'Arenc - Contrat pour la mise en place d'un valideur et l'achat de chèques parking

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Suite à l'installation des services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence dans les locaux du Balthazar et afin de permettre aux visiteurs occasionnels de stationner à proximité des bureaux, il y a lieu de souscrire un contrat auprès de la Société INDIGO Infra afin de disposer de chèques parking et de tickets à décompte pour le parking du Quai d'Arenc sis 9 quai du Lazaret dans le 2^{ème} arrondissement de Marseille.

Un valideur sera installé auprès de l'accueil de la Métropole au 3^{ème} étage des locaux du Balthazar, il permettra de valider les tickets préalablement à la sortie des utilisateurs ponctuels du parking Quai d'Arenc.

Désignation :

Il s'agit de souscrire un contrat de mise à disposition d'un valideur au profit de la Métropole AMP. Les utilisateurs prendront un ticket à la borne d'entrée du parking et le valideront à l'accueil du Balthazar avant de reprendre leur véhicule. Le coût du stationnement sera calculé sur la base de la durée réelle du stationnement à laquelle sera appliqué le tarif horaire en vigueur dans le parc au 15/12/16, après réduction de 10 %. Les factures seront mensuelles.

En complément, la Métropole peut acquérir des chèques parking d'une durée de 4 ou 8 heures, le tarif horaire en vigueur dans le parc au 15 décembre 2016 sera appliqué après réduction de 10 %.

Durée : 1 an, reconduction tacite d'année en année avec possibilité de résiliation avec un préavis de un mois.

Prise d'effet : 1er janvier 2017

Tarifs :

- Le valideur d'un montant de 2 694 € TTC est mis à disposition de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la durée du contrat, la société Indigo Infra prend en charge la moitié de ce montant, il reste donc à charge de la Métropole la somme de 1 122,50 € HT soit 1 347 € TTC à régler sur présentation de facture.
- Le coût du stationnement résultant de l'utilisation du valideur ou de l'achat de chèques parking sera calculé mensuellement sur la base du tarif horaire en vigueur dans le parc après application d'une réduction de 10%.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention avec la Société Indigo Infra d'une part pour la mise à disposition et l'utilisation d'un valideur permettant aux utilisateurs ponctuels de valider leur ticket de sortie du parking sis Quai d'Arenc, d'autre part pour l'acquisition de chèques parking.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention avec la société Indigo d'une part pour la mise à disposition et l'utilisation d'un valideur permettant de valider les tickets en fonction de la durée réelle de stationnement au parking Quai d'Arenc, d'autre part pour l'acquisition de chèques parking d'une durée de 4 ou 8 heures le coût des tickets sera facturé mensuellement à la Métropole d'Aix-marseille-Provence, conformément à la grille tarifaire en vigueur, à laquelle sera appliquée une remise de 10%.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole – Sous politique A 140 nature 6068.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

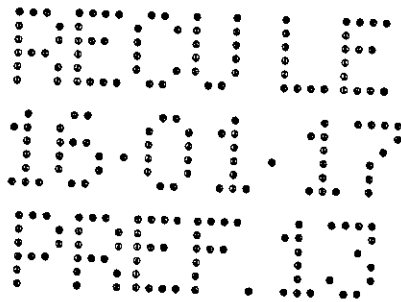
Fait à Marseille, le

10 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



**Mise à disposition préalable au transfert de propriété entre les consorts Cayol - Poulenard et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'un bien situé
9 avenue Bocoumajour 13620 Carry-le-Rouet.**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Mise à disposition préalable au transfert de propriété entre les consorts Cayol-Poulenard et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'une emprise de terrain située 9 avenue Bocoumajour à Carry-le-Rouet ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° HN 010-17/03/16 CM du 17 mars 2016 par laquelle le Conseil de la Métropole a délégué au Président de la Métropole certaines attributions et a notamment autorisé le Président à conclure en qualité de bailleur ou de preneur, toute promesse de bail, tout bail, toute convention ou autorisation d'occupation de mise à disposition du domaine public ou du domaine privé et l'(les) avenant(s) correspondant(s) portant sur des biens du patrimoine de la Métropole pour une période ne pouvant pas dépasser 12 ans et en fixer les prix ; à prendre à bail tous bâtiments, locaux ou terrains sous réserve que le contrat ou la concession porte sur une durée inférieure à 12 ans.
- La convention portant mise à disposition préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation afin d'élargir les trottoirs.

Afin de régulariser l'assiette foncière d'une partie de la parcelle AH 17 déjà en nature de voirie, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée des consorts Cayol - Poulenard aux fins d'acquérir environ 6 m² à détacher de la parcelle ci-dessus citée.

REQUETE CONSIDERANT

- Que dans le cadre des travaux nécessaires à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet, il est nécessaire d'acquérir une emprise de terrain d'environ 6 m².
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété, doit être conclue entre les consorts Cayol - Poulenard et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec les consorts Cayol et Poulenard une convention portant mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété d'une emprise de terrain à détacher de la parcelle AH 17 située 9 avenue Bocoumajour à Carry-le-Rouet.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte notarié.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

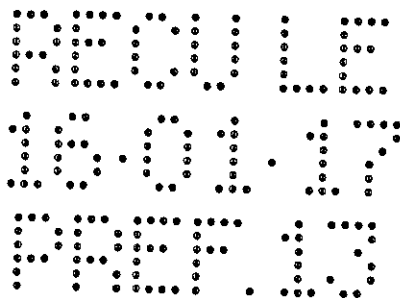
Fait à Marseille, le

12 JAN. 2017



Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN



Décision de création de la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 20 décembre 2016,

CONSIDÉRANT

- L'intégration du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2017,
- La nécessité de poursuivre l'activité d'accueil du public sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire et notamment à Beaurecueil,

RECUEIL DECIDE 18.01.17

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes, prolongée « Grand Site Sainte Victoire », pour percevoir l'encaissement des produits destinés à la vente en lieu et place, de la régie qui était ouverte auprès du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire. Les recettes de la régie Grand Site Sainte-Victoire seront constatées sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Cette régie est installée à la Ferme de Beaurecueil 66 route de Meyreuil 13100 Beaurecueil.

Article 3 :

La régie encaisse les produits listés dans l'annexe N° 1.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèque bancaire
- numéraire
- virement
- mandat cash
- carte bancaire
- carte bancaire sans contact
- smartphone

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un ticket de caisse ou d'une facture portant la mention « acquittée ».

Article 5 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 3, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à trois mois.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom de la régie Grand Site Sainte-Victoire auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

RECUE
16 01 17
PAR 13

Article 8 :

Un fonds de caisse d'un montant de 50 € (cinquante euros) est mis à la disposition du régisseur titulaire.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 € (cinq cent euros).

Article 10 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 9.

Article 11 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

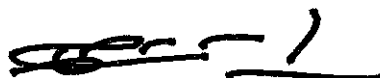
Article 14 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et Monsieur Le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 12 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL 1994 ANNEXE N° 1 1995

LISTE DES PRODUITS ENGAISSÉS PAR CETTE REGIE DE RECETTES

| Modèle | Libellé de l'article |
|--------|--|
| 1 | La flore : arbres et arbustes - Les cahiers de Sainte-Victoire |
| 2 | Lithographie Brayer |
| 6 | Carte postale 1 dessin Cézanne avec timbre |
| 7 | Encart timbres 18 - 19 juin 1994 |
| 8 | Ecu de Bronze |
| 9 | Ecu d'argent |
| 12 | Catalogue de l'exposition Cézanne |
| 13 | Timbre montagne Sainte-Victoire Cézanne |
| 14 | Carte AEP Sainte-Victoire à pied |
| 15 | Carte du massif de la Sainte-Victoire |
| 16 | Topo Escalade Sainte-Victoire et Pays d'Aix |
| 17 | La Croix de Provence - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire |
| 18 | Guide Autour de Sainte-Victoire – De terroirs en villages |
| 19 | TopoGuides La montagne Sainte-Victoire ... à pied |
| 20 | Voir Grand - Panorama des Grands Sites – Ed. Actes Sud |
| 21 | Fascicule faune de Provence |
| 22 | Sentier de découverte – Ed. Le Loubatas |
| 23 | Mal aimés et pourtant si utiles – Ed. ARPCV |
| 24 | Ces insectes qui vivent en société – Ed. ARPCV |
| 25 | La vie de la forêt méditerranéenne – Ed. ARPCV |
| 26 | Les plantes qui sentent bon – Ed. ARPCV |
| 27 | Au cœur du Pays de Cézanne – Ed. ARPCV |
| 28 | Flore 1 – Ed. le Loubatas |
| 29 | Flore 2 – Ed. Le Loubatas |
| 30 | Sur les traces des petites bêtes - Ed. le Loubatas |
| 31 | La gamelle du loup (en noir et blanc) – Ed. Le Loubatas |
| 32 | Heurs et malheurs du Prieuré – Ed. Les Amis de Sainte-Victoire |
| 33 | Jouques Un village Son histoire (livre) |
| 34 | Amis de Jouques - 10 juin 1944 (livre) |
| 35 | La Chapelle Notre Dame de Consolation (livre) |
| 36 | L'Aigle de Bonelli – Ed. Regard du vivant |
| 37 | Le feu dans la nature – Ed. Ecologiste de l'Euzières |
| 38 | Les salades sauvages – Ed. Ecologiste de l'Euzières |
| 39 | Ecolodoc garrigue – Ed. Ecologiste de l'Euzières |
| 40 | Herbier de Provence – Ed. Edisud |
| 41 | Les dinosaures – Ed. Edisud |
| 42 | Arbres et arbustes de Méditerranée – Ed. Edisud |

PROUVE

| | |
|----|---|
| 43 | Fleurs de Méditerranée – Ed. Edisud |
| 44 | Insectes de Méditerranée – Ed. Edisud |
| 45 | Papillons de Méditerranée – Ed. Edisud |
| 46 | Oiseaux de Méditerranée – Ed. Edisud |
| 47 | La Sainte-Victoire a disparu – Ed. Rouge Saffran |
| 48 | Petit traité des Grands Sites – Ed. Actes Sud |
| 49 | La réhabilitation du Prieuré - Les cahiers du Grand Site Sainte-Victoire |
| 50 | Carnet de coloriage |
| 51 | Carnet de note |
| 52 | Bloc note avec stylo |
| 53 | Crayons de coloriage avec taille crayon |
| 54 | Thermos 0,5 l |
| 55 | Stylo bille bois |
| 56 | Crayon de papier bois |
| 57 | Porte-clés |
| 58 | Carte IGN Sainte-Victoire TOP25 |
| 59 | Carte IGN Provence Pays d'Aix |
| 60 | Rosé AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl |
| 61 | Pot de Miel Lavande 500 gr |
| 62 | Pot de Miel Garrigue 500 gr |
| 63 | Bouteille Huile Olive 50 cl |
| 64 | Bidon Huile Olive 25 cl |
| 65 | Huile Essentielle Lavandin 30 ml |
| 66 | Poster Paul Cézanne |
| 67 | Livre Saint-Marc-Jaumegarde |
| 68 | Paul Cézanne Les sites provençaux (livre) |
| 69 | Livret château de Vauvenargues |
| 70 | Magnet Sainte-Victoire |
| 71 | Carte postale 10x15 Grand Site Sainte-Victoire |
| 72 | Carte postale 12x30 G. Flayols |
| 73 | Carte postale 10x15 monochrome sans timbre APPA |
| 74 | CP 10x15 Chapelle Saint Ser avec timbre APPA |
| 75 | CP 10x15 Château Picasso |
| 76 | Monuments de Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes |
| 77 | La route Cézanne un lieu inspiré – Ed. ARCT |
| 78 | Rouge AOC Sainte-Victoire bout. 75 cl |
| 79 | Promenade dans le temps et dans l'espace – Gilles Cheylan |
| 80 | Dépliant - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire |
| 81 | Affiche - Les oiseaux du Grand Site Sainte-Victoire |
| 82 | 36 vues de Sainte-Victoire – Ed. Gallimard |
| 83 | Le Mont Sainte-Victoire – Ed. Desbaumes |
| 84 | Route Cézanne - Route classée – Ed. Ballossier |
| 85 | Un joyau sur Sainte-Victoire – Ed Les Amis de sainte-Victoire |
| 86 | Secrets botaniques de Sainte-Victoire - Les cahiers du Grand Site Sainte- |

RENTREE

| | |
|-----|--|
| | Victoire |
| 87 | Carte postale APPA Cézanne |
| 88 | Enveloppe APPA sans timbre |
| 89 | Marque Pages APPA Cézanne |
| 90 | Topo VTT – Ed. CD13 |
| 91 | Vauvenargues au fil du temps – Ed. Desbaumes |
| 92 | La Casso – Ed. Desbaumes |
| 93 | Sac papier petit modèle |
| 94 | Sac papier grand modèle |
| 95 | Guide Concors - De terroirs en villages |
| 96 | L'eau douce en Provence – Ed. ARPCV |
| 97 | En chemin sur la route Cézanne – Ed. ARCT |
| 98 | Topo GR 2013 |
| 99 | La gamelle du Loup (en couleurs) – Ed. Le Loubatas |
| 100 | Achat conjoint des guides Autour de Sainte-Victoire et Concors |
| 101 | Dépliant – Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire |
| 102 | Affiche - Les papillons du Grand Site Sainte-Victoire |
| 103 | Pablo Picasso à Vauvenargues (livre) |
| 104 | Puylobier Sainte-Victoire (livre) |
| 105 | Pot de Miel de romarin 500 gr |
| 106 | Terres et Paysages en Pays d'Aix (livre) |
| 107 | Timbre poste 0,10 cts |
| 108 | La ferme de Beaurecueil – Emile Julien – Ed Atelier des livres |
| 109 | Coffret de coloriage |
| 110 | Le Petit futé – Sainte-Victoire Grand Site de France |
| 111 | Timbre poste 0,05 cts |
| 112 | Dépliant – Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire |
| 113 | Affiche - Les rapaces du Grand Site Sainte-Victoire |
| 114 | Timbre poste 0,66 cts |
| 115 | Code pour frais d'envoi avec commande à 1 € |
| 116 | Code pour frais d'envoi avec commande de 2 à 10 € |
| 117 | Code pour frais d'envoi avec commande supérieure à 10 € |
| 118 | La promenade en âne – livre bilingue anglais |
| 119 | Kit huile d'olive en bois d'olivier |
| 120 | Diffuseur céramique vaporisateur 15 ml lavandin |
| 121 | Les dinosaures de Provence – Coloriages et jeux 3 – 7 ans |

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président
Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

RECUE
16.01.17
PRÉF 13

Décision n° 01/17/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet BISMUTH dans la procédure opposant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à Bruno CLEMENT pour la dégradation d'un bien public par incendie.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°159/13 du 19 février 2013 de Ouest Provence autorisant le Président à signer un marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1005) avec le Cabinet BISMUTH ;
- Le jugement rendu le 19 septembre 2016 par le Tribunal pour Enfant d'Aix-en-Provence dans une affaire de dégradations de biens publics par incendie ;

CONSIDÉRANT

- Qu'au vu du préjudice financier subi par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il y a lieu de faire appel ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représenté dans cette procédure par Maître Gérard BISMUTH, le Montesquieu, 13 rue Roux de Brignoles, 13 006 MARSEILLE.

RECUEIL DES DECISIONS

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître BISMUTH pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier, sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le

12 JAN. 2017



Le Président,
Signé: Jean-Claude GAUDIN

RECUEIL
15.01.17
PRÉF. 13

Décision n° 02/17/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet BISMUTH dans la procédure opposant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à AIT BAALLA Yanis pour la dégradation d'un bien public par incendie

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix- Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 159/13 du 19 février 2013 de Ouest Provence autorisant le Président à signer un marché de conseil juridique et représentation en justice (n°12SC1005) avec le Cabinet BISMUTH ;
- L'avis d'audience par devant le Tribunal pour Enfants d'Aix-en-Provence fixée au 16 janvier 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Que des poursuites ont été engagées à l'encontre de Yanis AIT BAALLA pour dégradations de biens publics par incendie ;
- Qu'au vu du préjudice financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, il y a lieu de se constituer partie civile à l'audience précitée ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice et d'être représenté dans cette procédure par Maître Gérard BISMUTH, le Montesquieu, 13 rue Roux de Brignoles, 13 006 MARSEILLE.

RECUE

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître BISMUTH pour représenter les intérêts de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier, sont pris en charge.

000000

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : chapitre 024, nature 024.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 JAN. 2017



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/003/D

Mission Elu : Monsieur Alexandre GALLESE - ADEME PACA - 24 et 25 janvier 2017 - Bordeaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Alexandre GALLESE est membre du Bureau et conseiller métropolitain délégué à la stratégie environnementale, plan climat et préventions des risques de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Gallese se rendra les 24 et 25 janvier 2016 à Bordeaux pour assister aux Assises nationales de l'Energie organisées par l'ADEME PACA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 janvier 2017

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Janvier 2017

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/05/D

Convention d'occupation précaire - 49 à 55 avenue du Docteur Heckel - 13011 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien sis 49 à 55 avenue du Docteur Heckel – 13011 Marseille. Dans le cadre du tournage d'une publicité, Bonne Nouvelle Production a sollicité La Métropole d'Aix-Marseille-Provence en vue de la mise à disposition pendant une journée d'une partie du site.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

Durée : 1 jour, le 11 janvier 2017

Redevance : 224 € TTC par jour d'occupation

Occupation : Les prises de vue se feront sur la route à l'arrière du bâtiment dont la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du tournage d'une publicité par Bonne Nouvelle Production, il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Janvier 2017

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise cette occupation pour une durée de 1 jour, le 11 janvier 2017.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec Bonne Nouvelle Production, pour l'occupation pour la journée du 11 janvier 2017, d'une partie du site sis 49 à 55 avenue du Docteur Heckel – 13011 Marseille.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant une redevance de 224 € TTC par jour, payable à réception du titre de recettes émis par AMP.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

RECUE
13.01.17
PRÉF 13

Décision n° 17/006/D

Mission Elu : Jean-Pierre SERRUS, Conseil d'Administration du GART - 11 janvier 2017.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports ;
- Que le GART est devenu un acteur incontournable de la Mobilité et un porte-parole efficace et reconnu des autorités organisatrices de transport.

DECIDE

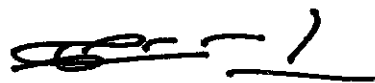
Article 1 :

Monsieur Jean-Pierre Serrus me représentera au Conseil d'Administration du GART prévue le 11 janvier 2017 à Paris.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le **10 JAN. 2017**



Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/007/D

Transfert du prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations n°44490 du budget des Transports SMEGTU vers le budget Transport du Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil, et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La décision d'emprunt du SMEGTU du 21 décembre 2015

CONSIDÉRANT

Que pour améliorer l'équilibre des opérations de financement au budget annexe des transports, il convient de transférer le contrat d'emprunt de la Caisse des Dépôts et Consignations (n° de prêt 44490 et n° interne 2016-012) conclu par le SMEGTU,

DECIDE

Article 1 :

Est transféré, à la date du 23 septembre 2016, du budget des Transports SMEGTU au budget annexe des Transports du Territoire de Marseille Provence, le contrat de la Caisse des Dépôts et Consignations (n° de prêt 44490 et n° interne 2016-012) pour un montant de capital de 3 700 000 €.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Janvier 2017

Article 2:

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 1641 et les frais de dossier et commissions seront prélevés en dépenses sur le compte 627 du budget annexe des transports du Territoire de Marseille Provence.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/016/D

Approbation d'un bail à la société Modul-Bio

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Luminy Biotech II d'une surface de 3 300 m² consacrée à l'accueil d'entreprises de biotechnologies ;
- Qu'un local individualisé sous le lot n°304 d'une surface totale de 96,60 m² (y compris quote-part des parties communes) est libre d'occupation ;
- Que la société Modul-Bio, représentée par son Président Monsieur Laurent Jacotot, désire s'étendre dans Luminy Biotech II pour y poursuivre le développement de son activité.
- Que Modul-Bio, créée en 2003, est une société spécialisée dans les solutions informatiques pour la gestion d'échantillons biologiques avec la mise en place de systèmes code-barres, de logiciels de gestion de données de laboratoire LIMS (Laboratory Information Management System) et d'outils collaboratifs pour le partage de collections d'échantillons biologiques.
- Qu'il est proposé de consentir un bail commercial à la société Modul-Bio au tarif de 70 €/m²/ht/hc/an, (locaux bruts). La société fera les travaux d'aménagements.
- Que le bail prendra effet à compter du 1^{er} mars 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2017

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, la location du lot n°304, sis à 163 avenue de Luminy Parc Scientifique de Luminy Biotech II 13288 Marseille Cedex 09 à la société Modul-Bio, dans le cadre d'un bail commercial à compter du 1^{er} mars 2017.

Article 2 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence autorise le mandataire « Sogima » à signer l'avenant au bail conformément au terme du marché N°140 147MA ;

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – sous-politique B330 – service 900 000 – nature 752.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre

Maire de Marseille

Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/017/D

Délégation du droit de priorité à la Ville de Marseille d'un bien situé 16 impasse Belnet à Marseille 12ème arrondissement appartenant à l'Etat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 qui dispose que le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit de priorité à une collectivité locale aux conditions révisées aux articles L 211-2 et L 213-3 ainsi que l'article L 211-2 du Code de l'Urbanisme qui dispose que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)
- La délibération n° EPPS 004-350/14/CC du 18 juillet 2015 portant autorisation de délégation du droit de priorité aux communes membres de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à l'Etablissement Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- Le décret 2015/1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Droit de priorité enregistré sous le n° DA 13212 16 0506 reçue en mairie le 23 novembre 2016 portant aliénation d'un bien appartenant à l'Etat sis 16 impasse Belnet à Marseille, cadastré 874 C 0032 d'une superficie de 1 222 m² ;

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Janvier 2017

- La lettre de Madame Laure-Agnès CARADEC en date du 11 janvier 2017, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme, au Projet Métropolitain, au Patrimoine Foncier et Municipal, aux Droits des Sols, portant demande de délégation au profit de la Ville de Marseille du droit de priorité sur le bien ci-après désigné.

CONSIDÉRANT

- Au regard de l'emprise et de la surface de l'immeuble considéré, l'acquisition de ce bien permettra d'y installer le Centre Municipal d'Activité de Montolivet.
- Que ce droit de priorité relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de priorité défini par l'article L 240-1 du Code de l'Urbanisme est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition d'un bien situé 16 impasse Belnet à Marseille 12^{ème} arrondissement, d'une surface de 1 222 m² cadastré 874 C 0032 appartenant à l'Etat, relevant du champ de compétence de la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Le Président

Ancien Ministre
Maire de Marseille
Vice-Président du Sénat

Décision n° 17/018/D

Acquisition en application du droit de préemption urbain d'un immeuble bâti cadastré à la section CL n°69 sis 8 Paul Charmet à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L .210-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, L.211-1 et suivants, L.213-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, en qualité de Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° 125/13 du 11 avril 2013 et n° 261/13 du 25 juillet 2013 par lesquelles la commune d'Istres a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;
- Les délibérations n° 63/14 du Conseil Municipal d'Istres du 17 avril 2014 et n° 182/15 du 26 juin 2016 portant délégation de l'exercice du droit de préemption et de délégation à Monsieur le Maire d'Istres des compétences énoncées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 par laquelle le Conseil Métropolitain a délégué au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la compétence d'exercer ou déléguer ponctuellement au nom de la Métropole les droits de préemption urbain et droit de préemption urbain renforcé définis par le code de l'Urbanisme qu'elle en soit titulaire ou délégataire, sans préjudice des délégations ponctuelles qui peuvent être consenties par le Conseil de Métropole à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé par application de l'article L213-3 du Code de l'Urbanisme ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Janvier 2017

- L'arrêté n° 46/2017 du 13 janvier 2017 par lequel Monsieur le Maire d'Istres a délégué le droit de préemption urbain au Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Istres ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 047 16 G0471 reçue le 29 novembre 2016 relative à l'immeuble situé 8 rue Paul Charmet à Istres pour un prix total de 165 000,00 € en sus d'une commission de 9000,00€ à la charge du vendeur ;

CONSIDÉRANT

- Que le 29 novembre 2016 a été déposée en Mairie d'Istres, une Déclaration d'Intention d'Aliéner référencée 013 047 16 G0471, relative à la vente d'un immeuble bâti à usage d'habitation en R+2 comprenant deux appartements et un garage, propriété de la société civile immobilière Le mistral, cadastré à la section CL n° 69, d'une contenance totale de 56 m2 pour une surface utile ou habitable de 73 m2, situé 8 rue Paul Charmet à Istres et classé en zone UAb du PLU de la commune, pour un prix net de cent soixante cinq milles euros (165 000,00 €) en sus d'une commission de neuf milles euros (9000, 00 € T.T.C) à la charge du vendeur ;
- Qu'il apparaît opportun pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, conformément aux dispositions réglementaires susvisées, d'exercer son Droit de Préemption Urbain dans le cadre d'un projet d'opération l'inscrivant dans le cadre de la Politique de l'Habitat menée par la Métropole sur le territoire istréen ;
- Que l'immeuble objet de la présente Déclaration d'Intention d'Aliéner est en partie occupé dans le cadre d'un bail de location à usage d'habitation conclu en date du 22 juin 2001 transmis au titulaire du Droit de Préemption en date du 11 janvier 2017 dans le cadre d'une demande de pièces complémentaires faite par la ville d'Istres conformément à l'article L.213-2 du Code de l'urbanisme et au décret n°2014-1572 du 22 décembre 2014 ;
- Que l'avis de France Domaine référencé 2017-047V0015 en date du 11 janvier 2017, estimant la valeur vénale du bien à cent soixante cinq milles euros hors taxes (165 000,00 € H.T) ;

DECIDE

Article 1 :

D'exercer le Droit de Préemption Urbain sur l'immeuble bâti à usage d'habitation en R+2 comprenant deux appartements et un garage, dont une partie est occupée dans le cadre d'un bail à usage d'habitation conclu le 22 juin 2001, propriété de la société civile immobilière le Mistral, cadastré à la section CL n°69, d'une contenance totale de 56 m2 pour une surface utile ou habitable de 73 m2, situé 8 rue Paul Charmet à Istres et classé en zone UAb du PLU de la commune, pour un prix net de cent soixante cinq milles euros hors taxe (165 000,00 €) en sus d'une commission de neuf milles euros (9000, 00 € T.T.C) à la charge du vendeur.

Article 2 :

De prévoir la somme de quatre mille euros (4000,00 €) relative aux frais de notaire.

Article 3 :

De désigner Maître Véronique Piombo-Oddoux, notaire à Istres, pour la rédaction de l'acte authentique.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 2017501300, nature 2115, code opération 2017501300.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargé, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 janvier 2017

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN